

Ignacy Sachs et le droit de la société civile d'interpeller l'État

Paulo Sergio Pinheiro

Ancien Secrétaire d'État aux droits de l'homme du Brésil. Visiting Professor of International Relations, à la Brown University, États-Unis, et chercheur associé au Centre d'Études sur la Violence, université de São Paulo

J'ai rencontré Ignacy Sachs pour la première fois au début des années 1980 lors d'une réception chez Severo Gomes, ancien ministre de l'Industrie et du Commerce sous le gouvernement du général Geisel. À cette époque déjà dans l'opposition, Severo Gomes sera élu sénateur en 1982.

Je connaissais déjà plusieurs travaux de Sachs, notamment sa recherche inlassable sur la transformation possible des sociétés du Sud global, facilitée par son extraordinaire capacité à établir des connexions inédites entre sociétés, politiques gouvernementales et modèles d'analyse. Doté d'une transdisciplinarité unique, forgée par sa formation polyvalente en sciences humaines et ses observations de terrain lors de ses nombreux voyages, il se démarquait comme peu d'autres chercheurs.

Dans ses mémoires, Sachs raconte que ses liens avec le Brésil se sont intensifiés à partir des années 1980, lorsque Franco Montoro, démocrate convaincu, est devenu gouverneur de São Paulo en 1983. Le gouverneur admirait profondément les travaux de Sachs, notamment sur le développement, l'environnement et les droits de l'homme. En tant que conseiller spécial de Montoro, j'organisais souvent, avec Severo Gomes, des réunions avec Sachs lors de ses visites à São Paulo.

Pendant ce temps, à Paris, Sachs le rappelait : « Chaque mercredi, à la Maison des Sciences de l'Homme, un groupe de réflexion sur le Brésil contemporain se réunissait en portugais. Au départ, c'était un lieu de rencontre pour les étudiants et chercheurs brésiliens en France. Puis, il a accueilli diverses personnalités. » Avec le retour de la démocratie au Brésil, Sachs a proposé à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS) de créer un Centre de recherches sur le Brésil contemporain (CRBC), qui a vu le jour en mars 1985 avec Sachs comme directeur.

Presque simultanément, en 1987 à São Paulo, le Centre d'études sur la violence de l'Université de São Paulo (NEV/USP) a été fondé pour étudier les obstacles à la mise en œuvre de l'État de droit et la persistance des violations des droits de l'homme durant la transition politique au Brésil. Sachs est devenu un interlocuteur clé des chercheurs du NEV/USP.

Je dirais qu'avec la création presque simultanée des deux centres de recherche, à Paris et à São Paulo, et leurs intérêts convergents, une sorte de « jeu de miroir », une expression chère à Sachs, s'est installée entre les deux villes (page 20 de ses souvenirs).

Bien que j'aie effectué un mois d'études à Sciences Po et obtenu mon doctorat en sciences politiques en 1971, je n'étais jamais retourné en France pour enseigner. Sachs, alors directeur du CRBC, m'a invité à donner des cours à l'EHESS et à effectuer des séjours comme chercheur à la Maison des Sciences de l'Homme (MSH). À partir de 1993, j'y suis retourné à plusieurs reprises. Grâce à ma présence et à celle d'autres collègues du NEV/USP, les liens entre le CRBC et le NEV/USP se sont renforcés, avec le soutien de Maurice Aymard, administrateur de la MSH, et du professeur Afranio Garcia, alors co-directeur du CRBC.

Cette introduction est nécessaire pour comprendre comment, en 2000, le projet « Rapports de Citoyenneté, Les jeunes et les droits de l'homme, Réseau d'Observatoires des Droits de l'Homme » a été développé par le NEV/USP. Ce projet était animé par de jeunes étudiants capables de dialoguer avec les jeunes des communautés populaires.

Le projet reposait sur une idée exposée par Sachs lors d'une longue interview en mai 2000 pour le *United Nations Intellectual History Project* à la City University of New York. Il y abordait le développement comme une appropriation effective de l'ensemble des droits de l'homme, tout en déplorant la fragmentation croissante dans ce domaine : « Il manque une pensée horizontale que le concept de développement pourrait organiser. »¹

Sachs considérait ce rapprochement entre développement et droits de l'homme comme une « idée d'une richesse immense, tant pour la théorie que pour la pratique ». En mai 2000, il annonçait le lancement, à São Paulo, d'un projet d'Observatoire des Droits des Gens, en présence de Mary Robinson, Haut-Commissaire aux Droits de l'Homme des Nations Unies.

L'inspiration fondamentale du projet venait d'Ignacy Sachs. Fort de son expérience dans le développement et l'environnement, il insistait sur l'importance d'inclure les points de vue des citoyens dans l'évaluation des droits de l'homme. Inspiré par les rapports de citoyenneté réalisés en Inde sur l'environnement, Sachs proposa d'intégrer cette méthodologie à l'Observatoire.

Les Observatoires des Droits de l'Homme s'appuient sur la capacité de la société civile à interpeller l'État pour une réalisation effective des droits humains. Au-delà des statistiques, ils permettent d'amplifier la voix des citoyens, essentielle pour dénoncer les violations des droits et améliorer les conditions de vie de milliers de personnes.

¹ Sachs interview 9 May 2000. United Nations Intellectual History project. The Graduate School and University Center, City University of New York 365 Fifth Avenue New York, NY 10016. Transcript of the interview of Ignacy Sachs by Frederic Lapeyre, Paris, 9 May 2000 p. 40-41

Commentaires et témoignage de Marcelo Daher

Marcelo Daher

Consultant de l'ONU sur les droits de l'homme

Merci, Professeur Paulo Sérgio Pinheiro. Bonjour à tous. Et merci aux organisateurs pour l'espace offert afin de partager notre expérience, en reprenant les questions soulevées par Sachs : comment dépasser la simple rhétorique de promotion de la participation ? Comment poser des bases plus solides pour transformer une réalité encore marquée par de profondes inégalités ?

Le Centre d'études sur la violence de l'Université de São Paulo, en collaboration avec plusieurs organisations, a essayé de traduire les préoccupations de Sachs. Alors qu'en Inde, l'accent était mis sur les questions environnementales, au Brésil, notre projet s'est concentré sur la violence affectant les jeunes dans les périphéries des grandes villes. L'objectif était de donner directement la parole aux jeunes, en leur permettant de construire, à partir de leurs propres expériences et observations de leurs communautés, des récits sur leur situation en matière de droits humains.

Le projet mettait également en avant le travail en réseau. Les groupes de jeunes se sont organisés au sein d'associations communautaires, menant des projets parallèles et échangeant des informations. Initialement déployé dans les quartiers de São Paulo, le projet s'est étendu en 2002 à 27 communautés à Belém do Pará, Recife, Rio de Janeiro, Salvador, Vitória, et dans des régions de l'intérieur du Pernambouc.

Les jeunes ont produit des récits non seulement sous forme de textes et de rapports, mais aussi d'images et de films, abordant des thèmes concrets de leur quotidien : la violence domestique, la violence policière, l'accès à l'éducation et aux soins de santé de base, et l'accès au travail.

Ces thèmes reflétaient le quotidien de jeunes qui, malgré un niveau de scolarité supérieur à celui de leurs parents et étant nés après la fin de la dictature militaire, subissent encore les effets d'un développement et d'une démocratisation que nous savons incomplets.

La persistance du racisme et les différentes formes de déni des droits coexistaient avec des récits d'initiatives locales, tels que des projets de directeurs d'école, de centres culturels et d'interventions médicales visant à soutenir les jeunes, en particulier les jeunes filles.

La construction de cette narration des expériences quotidiennes individuelles et communautaires, en réseau et avec le langage des droits humains, offrait des perspectives significatives pour réfléchir et transformer les politiques publiques en faveur de changements durables.

L'expérience des observatoires a été singulière et positive. Après trois ans, le même projet a été reproduit en Argentine et au Venezuela et, avec des variations,

a été intégré aux actions dans les réseaux scolaires de Recife, Rio et São Paulo.

En ces temps de polarisation et de montée des forces antidémocratiques dans de nombreux pays, les questions soulevées par Sachs, qui ont inspiré le projet des observatoires, sont plus actuelles et urgentes que jamais.

Comment résister aux discours de division exploitant la peur et la frustration générées par l'inégalité et l'insécurité, sinon en mettant l'accent sur la participation active et la construction collective de politiques transformatrices, ancrées dans des débats réels et vécus à la base ?

Il n'existe pas de réponses simples : promouvoir le développement et transformer une réalité violente et insoutenable nécessite de suivre des chemins qui ne s'ouvrent que par le dialogue et la reconstruction de relations de confiance entre interlocuteurs.

Comme l'a bien souligné Sachs, il est essentiel de renforcer les espaces permettant aux forces de la société civile d'intervenir de manière plus active et stratégique. Il est nécessaire de réimaginer le concept de développement à travers une exploration permanente du quotidien et en écoutant des voix exclues.

La société civile est un acteur central qui ne peut jamais être ignoré. Sans son engagement actif dans la formulation et l'adaptation des agendas, le risque d'érosion démocratique s'accroît. Ce processus doit être continu et devient encore plus urgent en ces temps de revirements autoritaires à l'échelle mondiale.

Merci beaucoup encore pour cette opportunité.